



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les travailleurs n'ont pas de patrie, unissons-nous malgré les frontières !

Audi, Van Hool, Ontex, VW, Stellantis... les faillites s'accumulent en Belgique, en Allemagne, en France... Le patronat multiplie les attaques et les menaces pour préserver ses profits, malgré la crise économique. Dans le cadre de la fermeture de l'usine Audi à Bruxelles, la direction annonce des primes de départ ridicules malgré les bénéfiques records, engrangés sur des dizaines d'années d'exploitation.

Et les gouvernements accompagnent les coups du patronat. Des milliers de travailleurs sont licenciés, mais les exclusions du chômage vont se multiplier ! Il manque d'enseignants, mais les nouveaux seront engagés sous contrat et licenciés plus facilement ! Dans les entreprises, les cadences se durcissent et détruisent la santé des travailleurs, mais le gouvernement veut forcer les malades à retourner au travail ! La hausse des prix réduit notre pouvoir d'achat, mais un saut d'index est envisagé, de même que la réduction de la rémunération du travail de nuit. Car au gouvernement comme dans les conseils d'administration du patronat, c'est la même logique : les travailleurs ne sont que de la chair à profit.

La bourgeoisie sait qu'elle est ultra-minoritaire et qu'elle ne dé-

tient encore son pouvoir que par les divisions qu'elle entretient entre travailleurs, et surtout le manque de conscience que la société serait mieux dirigée si elle était dirigée par les travailleurs eux-mêmes.



Alors, pour faire passer ses attaques, détourner le regard de son enrichissement malgré la crise et maintenir son pouvoir sur les exploités, la bourgeoisie tente par tous les moyens de diviser les travailleurs. Les médias et les politiciens appuient toutes les divisions : entre Flamands et Wallons, Belges et immigrés, musulmans ou non, voire la couleur de la peau ! Certains accusent les immigrés, prétendant « qu'ils font baisser les salaires », alors que leur travail rapporte de gros profits ! Ou s'en prennent aux chômeurs et aux malades de longue durée, les accusant « de ne pas vouloir travailler » et de peser sur la sécurité sociale...

Mais cette diffusion du racisme et de la haine anti-pauvres

contribue à faire monter l'extrême droite. Et les politiques anti-ouvrières de tous les partis de gouvernement amènent des électeurs à voter pour l'extrême droite car, disent-ils, « on ne les a pas encore essayés ».

Mais ce n'est pas vrai ! Aux Pays-Bas, en Italie, en Autriche, l'extrême droite participe aux gouvernements avec les partis traditionnels et elle soutient la même politique contre les travailleurs.

En France, le programme autoritaire et raciste du Rassemblement National est défendu au gouvernement par le ministre de l'Intérieur qui multiplie les sorties racistes sur les "Français de papier" et qui voudrait supprimer l'aide médicale pour les immigrés.

De fait, le RN soutient de l'extérieur le gouvernement qui s'en prend au niveau de vie des travailleurs en leur imposant le remboursement de la dette qui résulte des cadeaux aux entreprises !

La propagande xénophobe et nationaliste exacerbée par l'extrême droite, et portée aussi par les partis de gouvernement, vise à faire marcher au pas la classe ouvrière.

Sous prétexte de défendre la Belgique face à la concurrence des autres pays, les travailleurs

devraient accepter des sacrifices, des baisses de salaire et des hausses de cadence ? En réalité, cela revient à défendre les profits des capitalistes "nationaux" dans la concurrence avec les capitalistes des autres pays. Les travailleurs ont tout à y perdre. D'autant plus que la concurrence économique va vers la concurrence militaire, surtout en période de crise. Alors la bourgeoisie transforme la population en chair à canon pour « défendre la patrie et le drapeau ».

En Israël, la bourgeoisie et le gouvernement d'extrême droite de Nethanyahou utilisent tous les ressorts du nationalisme sioniste

pour entrainer la population dans une guerre contre le Hamas, le Hezbollah, en réalité tous les Palestiniens et tous les peuples de la région riche en pétrole.

La politique du Hamas est aussi nationaliste que celle du gouvernement israélien. Le Hamas ne défend pas les intérêts des Palestiniens, il cherche seulement à se tailler un fief en Palestine dans le cadre du capitalisme. Et son terrorisme contre la population israélienne est utilisé par le gouvernement d'extrême droite de Nethanyahou pour justifier son terrorisme d'Etat.

La guerre menace de s'étendre au Moyen-Orient, elle

dure depuis plus de deux ans entre l'Ukraine et la Russie et menace là aussi de s'étendre... le capitalisme prépare un conflit militaire de grande ampleur. Alors le nationalisme est un piège, une impasse, il dresse les travailleurs les uns contre les autres, dans le seul intérêt des bourgeoisies.

Alors que les peuples du monde entier ont intérêt à mettre fin aux guerres, il n'y a pas d'autre possibilité que de renverser le capitalisme.

Il faut renouer avec l'internationalisme du mouvement ouvrier et affirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie. Proletaires de tous les pays, unissons-nous !

PTB et syndicats, l'impasse des illusions !

La poignée d'actionnaires qui dirigent le groupe VW et ses sous-traitants se préparent à fermer leur usine de Forest et licencier plus de 4.000 travailleurs.

Face à la vague de licenciements qui s'amplifie, le PTB écrit que "Ce n'est pas avec des recettes du 20e siècle qu'on va construire l'industrie du 21e siècle"... pour finalement propager les illusions nationalistes du 19e !

Ensemble avec les syndicats FGTB, CSC, CGSLB, il clame "L'industrie est à NOUS !" Ce qui ne l'empêche pas de reprendre à son compte les analyses d'un capitaliste endurci : "Comme l'a souligné Mario Draghi, ancien président de la BCE, dans son rapport, nous faisons face à un « défi existentiel » pour notre industrie

européenne, qui est à la fois énergétique et technologique. Nos prix de l'énergie, trop élevés, freinent nos capacités industrielles, et nous accusons un retard en matière d'investissements dans la recherche et le développement."

Dans la foulée de cette analyse, le PTB propose "Un véritable plan énergie" avec des "investissements publics" et un "contrôle public", plus "un impôt sur les grandes fortunes" qui est soutenu par "une énorme majorité de la population", et aussi que "l'industrie ... réinvesti[sse] ses bénéfices dans l'innovation..."

C'est aussi ce que mettent en avant les syndicats : "Un plan industriel fort" et "des investissements" pour lutter "contre l'austérité" et "protéger nos em-

ploiis industriels de qualité".

Ce programme du PTB, comme celui des syndicats, élude la vraie question : qui dirige l'économie ? Qui peut imposer aux milliardaires qui possèdent les capitaux, les banques et les entreprises, d'abandonner ne serait-ce qu'une part de leur fortune ? Même pour investir, mais dans des domaines où la rentabilité n'est pas assurée ?

Est-ce qu'une majorité de députés au Parlement aurait ce pouvoir ? En Belgique, chaque fois que le PS était au pouvoir, il invoquait le système des coalitions pour justifier ses renoncements. Mais en France, en Angleterre, en Allemagne, sous "la Gauche" au pouvoir, c'était aussi des plans d'austérité, des vagues de privatisations des services publics, des

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

attaques majeures contre les pensions, la santé, l'enseignement, des blocages des salaires... En France, après 1981, Mitterrand était président, PS et PCF étaient majoritaires au Parlement et dans les Conseils régionaux, et pourtant le gouvernement a fait une politique de droite.

C'est que, contrairement aux illusions que les partis politiques répandent, y compris le PTB, les gouvernements n'ont pas le pouvoir – même s'ils en avaient la volonté – de s'opposer aux décisions des riches actionnaires qui dominent les banques et les grandes entreprises, car il faudrait qu'ils remettent en cause la propriété privée des capitaux.

De la part des syndicats liés, au mieux au PS pour l'un, à différentes composantes de la bourgeoisie pour les autres, cela fait longtemps qu'ils ont abandonné la lutte de classe. Leur principal souci est aujourd'hui de conserver leurs appareils et les postes qu'ils dispensent, en se rendant indispensables pour limiter la contestation par les travailleurs des privilèges de la bourgeoisie et du pouvoir des capitalistes.

Et plus les dirigeants syndicaux reculent devant les pressions patronales, plus leurs mots d'ordre sont radicaux pour masquer leurs concessions. Ainsi "L'industrie est à NOUS !" ne prépare pas l'expropriation des entreprises par les travailleurs, mais une capitulation des dirigeants syndicaux devant les diktats des capitalistes.

Il n'est pas étonnant que Pieter Timmermans (administrateur de la FEB), dont le PTB prétend combattre les "recettes du 19e siècle", déclare : "Même si je trouve la méthode (une manifes-

tation occasionnant tout à la fois une perte de production et un préjudice d'image) totalement inappropriée, j'adhère néanmoins à l'appel lancé" (La Libre du 24/09, à propos de la manifestation du 16/09)

En effet, les dirigeants syndicaux – suivis par le PTB – ne demandaient en fait rien d'autre que de nouvelles subventions à l'industrie, tel que réclamé par Mario Draghi.

Le PTB, qui veut se développer en étant "à gauche du PS", entretient lui aussi la dangereuse illusion que le Parlement aurait ce pouvoir d'imposer des



contraintes aux capitalistes en faveur des travailleurs !

Bien sûr, des députés, opposés au capitalisme et élus par les travailleurs, seraient utiles, à condition de ne pas créer d'illusion dans le Parlement, et s'ils s'en servaient comme tribune pour dénoncer le capitalisme, ses moyens d'exploitation et ses stratagèmes pour tromper les travailleurs.

Le droit de vote n'est plus réservé aux seuls bourgeois, il a été étendu à une large partie de la population. Mais d'élection en élection, il n'a servi qu'à faire espérer une amélioration de leur sort aux travailleurs, sans qu'elle ne vienne jamais... En réalité, seules les luttes importantes ont permis des avancées sociales.

Toute l'histoire de la classe ouvrière, de l'Allemagne du 20e siècle aux USA d'aujourd'hui,

montre que l'illusion parlementaire désarme les travailleurs face à la bourgeoisie.

La classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de retrouver une conscience claire des enjeux politiques, et de se préparer à une lutte de classe déterminée, surtout dans une période où les capitalistes préparent une généralisation de la guerre.

Quelles perspectives pour les travailleurs ?

"Investir massivement pour rattraper notre retard technologique" comme le proposent Mario Draghi et le PTB, cela veut dire s'engager dans la compétition avec les autres capitalistes, notamment ceux des USA et de la Chine... Et aussi engager la compétition avec les nombreux pays dont l'économie a été détruite par la colonisation et où les travailleurs sont contraints d'accepter des salaires dérisoires. C'est insensé !

Pour les travailleurs, dans tous les pays, la "compétitivité" signifie une spirale infernale d'exploitation et de sacrifices pour financer les profits des capitalistes, car il n'est pas question pour les actionnaires millionnaires et milliardaires, d'accepter la moindre atteinte à leurs fortunes.

Dans une période de crise, la concurrence entre capitalistes se transforme en guerres économiques, et en une généralisation de la guerre tout court. Au nom des nationalismes, belge, européen, ou autres, les capitalistes sacrifient aujourd'hui les emplois et les salaires pour le maintien de leurs profits, demain ils exigeront de la population qu'elle sacrifie sa vie !

Non, la classe ouvrière ne doit pas se mettre au service de ses patrons, de sa bourgeoisie, de ses capitalistes. Il faut au contraire mettre en avant les intérêts des travailleurs.

Les actionnaires ont empoché des milliards, mais les travailleurs ont produit toutes ces richesses. que les actionnaires paient maintenant pour que les travailleurs licenciés conservent

leur salaire jusqu'à ce qu'ils retrouvent un travail et un salaire correct !

Les capitalistes veulent produire moins de voitures ? Et bien il faut partager le travail entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits accumulés !

C'est en défendant ses intérêts que la classe ouvrière retrouvera la conscience que le

capitalisme qui nous entraîne dans le chaos et la guerre doit être renversé, pour que les travailleurs dirigent eux-mêmes l'économie, exercent eux-mêmes le pouvoir politique. Alors oui, à ce moment-là on pourra dire que l'industrie est à NOUS !

Dans les entreprises

Audi : ambiance tendue à l'usine

Combien de voitures par heure ?

Depuis le 17 septembre, l'usine est à nouveau ouverte et environ 70 à 80% des travailleurs ont repris le travail. Cependant, jusqu'à présent, la production ne dépasse pas plus que 2 ou 3 voitures par heure. Dans certaines sections, il n'est pas possible de faire plus, vu le manque de personnel.

La direction veut payer des primes aux volontaires prêts à combler les trous. Mais elle se heurte jusqu'à présent à une résistance silencieuse.

Mardi 2 octobre, syndicats et direction ont ouvert la phase 2 de la procédure Renault, où la négociation va porter sur le volet « social ». La direction a annoncé un premier chiffre pour l'indemnité de fermeture qu'elle serait prête à payer : 2.500 € brut par année d'ancienneté, limité à 66.500 euros. Cela n'est même pas la moitié des primes de 2006-2007 quand l'usine passait du logo VW au logo Audi.

Les débrayages ont été immédiats et spontanés. De crainte

de se voir à nouveau lockoutés, les travailleurs ont cependant repris le travail. Et pour beaucoup, en étant déterminés à ne pas faire la production demandée. Certains étaient pour arrêter et occuper l'usine. Mais pour l'instant, la détermination n'en est pas là.

Cependant, dans bien des secteurs, les discussions vont bon train sur le nombre de voitures qu'on est prêts à produire. Il y a aussi différents points de vue sur la hauteur de la prime et les moyens de l'obtenir. Le besoin de discuter et de s'organiser pour pouvoir décider ensemble, se fait sentir, des petites assemblées se produisent spontanément. Dès la semaine prochaine, il faudra en effet faire face aux pressions organisées par la direction qui veut augmenter la production.

Les sous-traitants montent le chemin

Le village de tentes des sous-traitants continue. Leurs directions n'ont même pas encore déclenché la procédure Renault. La situation est extrêmement floue, et différente dans chacune des sociétés. Lors d'un CE extraordinaire mercredi 3 octobre,

chez Rhenus et Plastic Omnium, la direction a répondu « il y a aura un plan social », sans préciser ni les montants, ni le timing, chez Imperial (DP World) qui regroupe le plus gros nombre de travailleurs, le directeur « ne peut rien dire »..



Le secrétaire permanent de la centrale du métal du Brabant de la FGTB a repris à son compte le projet d'une « loi Audi ». Cette loi prétend obliger les entreprises à inclure les travailleurs des firmes sous-traitantes dans le plan social. Portée par le PTB et le PS, cette loi n'a aucune chance de voir le jour, et encore moins d'être appliquée contre Audi

Le permanent s'est fait prendre à partie par un groupe de travailleurs d'Audi. S'exprimaient pêle-mêle, d'une part, la méfiance vis-à-vis des syndicats dont beaucoup de travailleurs ne se sentent ni écoutés, ni bien re-

présentés. Et d'autre part, la crainte de ces travailleurs de devoir partager « l'enveloppe » (qui n'existe pas encore) avec les sous-traitants.

Ainsi, le détournement politique des préoccupations des travailleurs sous-traitants, n'a fait qu'ajouter à la division.

Les sous-traitants, vu les non-réponses de leurs directions respectives et ces débuts de division, ont commencé à organiser des manifestations dans l'usine. Ils se sont adressés à tous les travailleurs « peu importe le logo qu'ils portent sur leurs blousons ». « Il n'y a pas une enveloppe », ont-ils expliqué, « il en a plusieurs » et nous, on est là pour se battre tous ensemble pour « le plan social du siècle » ! Leur dignité et leur détermination ne peuvent pas manquer de toucher au moins la minorité des travailleurs qui ne veulent pas se résigner à se faire licencier sans tenter de défendre leur peau le plus chèrement possible. Leur manifestation a reçu un accueil encore passif, mais admiratif et sympathique d'une partie des travailleurs du montage.

Grève pour des salaires et des conditions de travail plus dignes

Mardi 1er octobre, une grève des travailleurs des secteurs du gardiennage, du nettoyage et de l'horeca était organisée par la fédération européenne des syndicats des travailleurs du service, UNI Europa. Faute d'agents de sécurité, les vols à partir de Zaventem, Liège et Charleroi ont été annulés.

Un millier de manifestants se sont rassemblés à Bruxelles

pour dénoncer leurs conditions de travail et de salaire. Ainsi, un technicien de surface exprime sa colère devant des journées « coupées » qui commencent et finissent en dehors des heures de bureau, où on enchaîne à toute vitesse les étages à nettoyer pour 1.500 € par mois !

Les syndicats dénoncent les règles de mise en concurrence des marchés publics européens qui servent de moyens de pression aux patrons contre les travailleurs. A l'échelle de l'Europe, ces contrats où le client est un pouvoir public, un gouvernement, une administration, une commune, représentent 2.000 milliards d'euros et concernent des millions de travailleurs.

Pour remporter ces contrats, des entreprises, parfois même des individus, remettent le prix le plus bas puis confient l'exécution des missions à des sous-traitants, qui eux-mêmes sous-traitent à plusieurs autres. C'est une source d'enrichissement pour les patrons et les actionnaires, et une pression accrue sur les travailleurs.

Les travailleurs, qui font vivre toute la société, devraient imposer leur contrôle sur les marchés publics et notamment les montants des salaires.

Ontex : fermeture et grève

L'entreprise de produits d'hygiène Ontex a réalisé 34 millions d'euros de bénéfices l'année dernière et vient de revendre sa branche brésilienne pour 110 millions d'euros ! Malgré ces bénéfices, la direction a annoncé en juin la fermeture du site d'Eeklo et des licenciements à Buggenhout, mettant 490 travailleurs à la porte ! Cette an-

nonce a déclenché une grève de 4 jours en juin.

Une nouvelle grève a démarré le 13 septembre pour protester contre le plan social, qui proposait une prime de départ de seulement 1.200€ bruts par année d'ancienneté.

Sans attendre le résultat du vote prévu l'après-midi, ils ont fait savoir leur mécontentement en débrayant. Le vote de l'après-midi a confirmé l'unanimité des travailleurs dans leur lutte, puisque 93% d'entre eux ont voté contre le plan.

La grève a continué pendant une semaine, jusqu'à ce qu'un nouveau plan social soit proposé par la direction. Ce nouveau plan inclut une compensation pour les malades de longue durée et une indemnité de départ supplémentaire à condition de travailler dans l'usine jusqu'à la fin de l'année. Ce nouveau plan a été rejeté par les travailleurs à 55%, mais les syndicats ont imposé la fin de la grève, car il faudrait, pour eux, deux tiers des voix pour rejeter un plan social...

École : 60 postes déjà supprimés

Le nouveau gouvernement de la Communauté française prévoit de ne plus engager les futurs enseignants sous statut mais uniquement sous contrat. C'est-à-dire qu'ils ne seront plus fonctionnaires mais auront uniquement des CDI et des CDD, ce qui implique des salaires et des pensions plus faibles !

Avant même de mettre en œuvre ce plan, la ministre de l'enseignement Valérie Glatigny (MR) vient déjà de supprimer 60 postes "hors cadres"; des directeurs, des éducateurs... par mesure d'économie.

La suppression de ces postes un mois après la rentrée scolaire met non seulement des travailleurs au chômage, mais elle désorganise complètement les écoles et les internats où ils étaient embauchés.

Capitalisme en crise

Inflation de profits

Des analyses menées par la Commission européenne révèlent que « *les profits des entreprises ont contribué à hauteur de 55% à l'inflation générée dans la zone euro* ». En Belgique, la hausse des profits est responsable de 60 à 70% de la hausse des prix. Sur 100 € d'augmentation des tickets et des factures, 60 à 70 € ont été absorbés par l'augmentation des marges bénéficiaires et non par l'augmentation des coûts.

Grâce à cela, de 2021 à 2023, les entreprises belges ont engrangé 45 milliards d'euros de bénéfices supplémentaires par rapport à ce qu'elles auraient gagné si elles n'avaient pas augmenté leurs prix !

L'indexation des salaires, qui ne fait que rattraper partiellement la perte de pouvoir d'achat, est sous le contrôle des patrons et du gouvernement. Mais qui contrôle l'augmentation des profits ? Personne, sauf... les actionnaires !

Patrons spéculateurs, patrons licenciés

C'est dans le secteur de la production que la hausse des profits obtenue par la hausse des prix est la plus importante. Dans l'industrie alimentaire, bien entendu. De 2019 à 2023, Soubry a augmenté ses bénéfices de 650 % en 3 ans. Puratos, un groupe industriel qui fournit des

ingrédients aux boulanger-pâtisseries : + 971 %. La faillite de certaines de petits artisans boulangers n'est pas due uniquement aux fournisseurs d'énergie !

Mais dans la sidérurgie, la chimie, le métal, les entreprises ont également fait des profits records en augmentant leurs prix. Souvent, le fait de gagner plus d'argent en vendant plus cher a permis aux patrons de supprimer des emplois et de réduire leur production.

En provoquant ces hausses des prix et du chômage, en provoquant des pénuries de toutes sortes, les capitalistes ont aggravé la crise économique et enclenché un cercle vicieux de licenciements.

« Aider les entreprises » en faisant les poches aux travailleurs

Le secteur de la construction, qui a bénéficié de près d'un tiers des 750 milliards du Plan de relance Européen décidé en 2021, a également augmenté ses profits par une hausse des prix. Rien que pour la Belgique, les profits des entreprises du bâtiment-travaux publics issus de la hausse des prix de l'immobilier sont évalués à 4 milliards € !

Et à présent, les gouvernements présentent la note à la population par un retour à l'austérité.



Premier prix de l'indécence

En Belgique, Engie est, sans surprise, l'entreprise qui a le plus gagné à l'augmentation des prix de l'énergie. En 3 ans, son bénéfice a augmenté de... 2 084 % !

Pour atténuer la colère de la population face aux factures de régularisation, le gouvernement Vivaldi a fait voter une loi en urgence pour taxer une partie de ces surprofits. Mais aujourd'hui, Engie traîne l'État belge devant une cour d'arbitrage internationale pour récupérer cette taxe.

En effet, lors de la négociation pour la prolongation des centrales nucléaires, le gouvernement belge s'était engagé par contrat à ne pas augmenter les taxes de l'exploitant des centrales. Les ministres de De Croo ont fait un show autour de la taxe sur les superprofits sans en croire un mot, en sachant que Engie brandirait ce contrat tôt ou tard.

Le gouvernement belge risque d'être condamné à rembourser ces superprofits... plus les intérêts, avec l'argent du contribuable

Pape : vieillerie réactionnaire

Lors de sa visite en Belgique, le pape a démontré une fois de plus la vision réactionnaire de l'Église sur le contrôle du corps des femmes et le recul de leurs droits dans la société. Il osé qualifier les médecins pratiquant l'avortement de « tueurs à gages » en décrivant cet acte comme un meurtre.

En voulant béatifier le roi Baudouin, qui avait refusé de signer la loi dépénalisant l'avortement en 1990, il veut faire un exemple de ceux qui se sont opposés aux avancées des droits des femmes.

L'Église a toujours été un pilier de la réaction, et la religion utilisée par les pires crapules pour justifier le contrôle du corps des femmes, les réduire à un rôle de procréation, de les soumettre, quand ce n'est pas pousser à la guerre... ce qui ne sauve pas vraiment la vie des enfants qui sont nés.



Dans le contexte actuel, les paroles de ce vieux bigot ne sont pas anodines. Depuis des années, le gouvernement fédéral refuse d'allonger la période d'avortement à 18 semaines. Sur le terrain, malgré la loi, l'accès à l'IVG n'est pas garanti, surtout dans les milieux les plus populaires et c'est un parcours du combattant pour les femmes immigrées.

Le droit à l'avortement reste est un combat quotidien pour toutes les femmes du monde. Se débarrasser des hiérarchies religieuses et de leurs préjugés moyenâgeux sera une œuvre de salubrité publique.

Pesticides : fichage des opposants

Le média d'investigation Lighthouse Reports a révélé les pratiques de fichage des multinationales de l'agrochimie comme Bayer ou Monsanto. Celles-ci ont créé une plateforme privée, appelée Bonus Eventus, qui répertorie toutes les personnalités qui critiquent publiquement les dangers environnementaux et sanitaires, nombreux, des intrants chimiques utilisés comme engrais, ou des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Les entreprises peuvent ainsi consulter une liste de plus de 3.000 organisations, et 500 individus, avec parfois leurs adresses et leurs numéros personnels, et d'autres informations médicales privées. Ils y trouvent aussi des arguments pour tenter de discréditer leur travail en menant des campagnes systématiques, et la plupart du temps mensongères, contre eux.

Cette plateforme a été créée par v-Fluence, une société de communication qui a été financée à hauteur de 400.000 dollars par le gouvernement américain pour son programme de « *promotion des OGM en Afrique et en Asie* ». Lighthouse Reports révèle d'ailleurs également que le gouvernement américain est impliqué, avec la complicité de v-Fluence et d'entreprises privées, dans des échanges sur la meilleure manière d'empêcher la tenue au Kenya d'une conférence

scientifique proposant des alternatives aux pesticides nocifs.

Dura lex ? Pas pour Semlex

L'entreprise belge Semlex, créée par un ancien diamantaire, est en charge de l'impression des passeports pour pas moins d'une dizaine de pays, dont l'Azerbaïdjan, la Guinée-Bissau, Madagascar, la Moldavie, et la RDC.

Un scandale de corruption a pourtant entaché cette entreprise en 2017 au Congo. Semlex était accusé de faire payer à l'État congolais des sommes invraisemblables, 167€ pour un passeport, et de reverser une partie de ses dizaines de millions de bénéfices à une société appartenant à un proche du président congolais de l'époque, Joseph Kabila.

Ces scandales, et la mobilisation de l'organisation congolaise « Le Congo n'est pas à vendre », n'ont pas empêché le contrat de continuer jusqu'à son terme en 2020. Le contrat prévoyait alors que l'État congolais puisse imprimer ses propres passeports. Mais l'entreprise continue depuis à fournir des dizaines de milliers de passeports chaque année au Congo pour des millions d'euros, alors même qu'un marché public a sélectionné une autre entreprise qui proposait de produire les mêmes passeports pour moins cher.

Les entreprises belges, et occidentales en général, considèrent l'Afrique comme leur terrain de chasse au profit, au mépris de toute loi, mais surtout, au mépris des populations qui vivent dans la misère et qui sont nombreux à vivre quotidiennement la guerre et la famine.

Gouvernement flamand: contre les travailleurs

La N-VA, le CD&V et Vooruit (ex-sp.a) viennent de former le nouveau gouvernement flamand, après quatre mois de négociations. Mis à part quelques promesses sociales ou d'investissement, c'est un programme contre les travailleurs. La Voka (association patronale flamande) n'a pas manqué de s'en réjouir.

Dans les grandes lignes, il se situe dans la continuité du gouvernement précédent, dirigé par Jan Jambon (composé de la N-VA, de l'Open VLD et du CD&V).

Vu l'aggravation de la crise – les licenciements chez Van Hool, Ontex, Volvo, Audi –, le nouveau gouvernement redouble les sanctions, les exclusions et les contraintes contre les chômeurs, les malades de longue durée, les étrangers... voulant faire croire qu'ils sont responsables du marasme économique.

Dans toutes ses politiques, le gouvernement met la pression maximale sur les chômeurs et les malades de longue durée pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi mal payé. Le Voka s'en réjouit car cela permet de faire pression à la baisse sur le niveau des salaires. Les sanctions et les politiques « d'activation » se durcissent à tous les étages contre les chômeurs. Ceux-ci devront désormais réaliser des travaux d'intérêt collectif payés 1,3€ à 4,5€ par heure, sous peine de perdre leur allocation de chômage.

Pour prétendre pallier la pénurie de logement social, le gouvernement donne la priorité aux travailleurs qui ont un emploi. Et les chômeurs verront leur loyer

augmenter s'ils ne cherchent pas assez activement du travail selon l'administration. En plus, les locataires sociaux pourraient se voir exclus de leur logement social s'ils ne parlent pas suffisamment bien le néerlandais !

C'est la même chose pour la pénurie de place en crèche. « *Priorité à ceux qui ont un emploi* ». Mais pourtant l'absence de place en crèche rend plus compliqué encore de chercher un emploi pour les jeunes parents ! En plus, le gouvernement réfléchit à donner un accès prioritaire à ceux qui parlent le néerlandais.

Cette rengaine contre ceux qui ne parlent pas le néerlandais s'étend aussi à l'école. Les parents qui n'apprendraient pas activement le néerlandais (aux yeux de l'administration...) se verraient supprimer le « bonus scolaire ».



Quelques promesses d'investissements

Le nouveau gouvernement prétend qu'il investira dans les crèches, les transports publics et l'enseignement. Mais on ne sait quel crédit accorder à ces déclarations alors que le gouvernement veut « revenir à l'équilibre budgétaire » et réduire l'impôt sur les successions, tout en continuant ses subsides massifs au patronat.

Vooruit au gouvernement

Le Vooruit (ex-sp.a) doit bien s'expliquer auprès de ses

électeurs de sa participation dans ce gouvernement. Conner Rousseau prétend avoir « *repoussé les méchantes mesures de la N-VA et les attaques sociales* ». La réalité, c'est que le Vooruit soutient les mesures anti-ouvrières du gouvernement. Les quelques promesses comme celle d'offrir des repas chauds gratuits dans toutes les écoles ont été diluées, voire abandonnées.



Cela fait longtemps que le Vooruit ne défend plus les intérêts des travailleurs. Ces dernières années, la droitisation du parti s'est encore accélérée. Dans les années 1990 déjà, Frank Vandebroucke (actuel ministre de la Santé) défendait l'augmentation de l'âge de la pension à 67 ans et la conditionnalité des aides sociales, qui mènera à l'exclusion de milliers de chômeurs et de bénéficiaires du CPAS.

Sous la présidence de Conner Rousseau, le parti a abandonné la référence au socialisme. Il fait plus que jamais la course derrière le programme du Vlaams Belang avec ses propos racistes et sa dénonciation des pauvres et des chômeurs.

Pendant la campagne, Conner Rousseau n'avait pas fait mystère de sa volonté de s'associer à la N-VA (comme c'est le cas dans plusieurs communes). C'est chose faite... avec le programme de la N-VA.

Gaza, le Liban... et ensuite ?

Depuis le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre, il y a un an, les dirigeants israéliens d'extrême droite se sentent tout permis.

Des tapis de bombes ont réduit la bande de Gaza en un champ de ruines, tuant plus de 41.000 hommes, femmes et enfants, plus des dizaines de milliers de blessés et infligeant des souffrances infinies aux survivants. En Cisjordanie, les descentes de l'armée israélienne et des milices d'extrême droite ont fait près de 600 morts et la colonisation des terres au détriment des Palestiniens se poursuit.

L'armée israélienne s'est permis de frapper et de tuer en Syrie, au Yémen et en Iran. Et, depuis le vendredi 27 septembre, elle s'est lancée dans la guerre contre le Hezbollah. L'Etat d'Israël a lancé des frappes aériennes sur des quartiers densément peuplés de Beyrouth, détruisant des immeubles et mettant hors-services des hôpitaux.

Depuis le 30 septembre, ces attaques sur le Liban passent aussi par des offensives terrestres exécutées dans le sud du pays. Ces raids ainsi que les explosions de missiles ont déjà tué plus de 1.000 personnes au Liban. Plus d'un million d'autres ont dû fuir, quitter leur ville, pour rester en vie.

Face au terrorisme d'Etat d'Israël, 200 missiles iraniens étaient tirés vers Israël, la plupart interceptés avec l'aide des forces anti-aériennes américaines.

En réponse, le gouverne-

ment israélien a promis de riposter à nouveau, prenant délibérément le risque d'une nouvelle escalade dans la guerre. Pourquoi Netanyahu et son gouvernement se gêneraient-ils ? Les Etats-Unis et, derrière eux, les grandes puissances européennes les soutiennent inconditionnellement.

Pendant que Biden appelait devant l'ONU à un hypocrite cessez-le-feu, son secrétaire de la défense assurait que les USA « *soutenaient l'opération [...] contre les infrastructures du Hezbollah* », au nom du « *droit d'Israël à se défendre* », tout en accordant, juste avant le début de l'offensive au Liban, une aide supplémentaire de 8,7 milliards de dollars à l'armée israélienne. En Europe, Macron a rappelé que la France « *est l'amie indéfectible d'Israël* » et y a mobilisé des troupes supplémentaires.

Si les dirigeants israéliens trouvent le soutien sans faille des puissances occidentales dans leur politique agressive, c'est parce qu'ils jouent le rôle de bras armé de l'impérialisme au Moyen-Orient, région riche en ressources naturelles et cruciale pour les routes commerciales.

Il n'y aura ni paix ni sécurité pour aucun peuple du Moyen-Orient, tant qu'ils ne renverseront pas l'impérialisme en s'alliant avec une perspective internationaliste.

Etats-Unis : Dockers en grève

Du mardi 1er octobre au jeudi 4 octobre, 45.000 dockers américains se sont mis en grève. Les 14 ports concernés font transiter plus de la moitié des impor-

tations des États-Unis. Il s'agit de la plus grande grève de dockers aux États-Unis depuis 50 ans.

Ils réclamaient des augmentations de salaires et des garanties d'emplois face à l'automatisation dans les terminaux.

Surtout, les entreprises de logistique maritime ont réalisé des profits records. Par exemple, A.P. Moller-Maersk a versé à ses actionnaires un dividende de 3,1 milliards de dollars en 2023. A lui seul, il aurait pu doubler le salaire d'un tiers des dockers pendant un an !



Au bout de 3 jours, les travailleurs ont obtenu des augmentations de salaire de 62% sur six ans. En effet, vu le rôle essentiel que jouent les dockers dans l'organisation de l'économie américaine, les patrons ont cédé sur ces hausses de salaire. La grève aurait coûté 4,5 milliards de dollars par jour au patronat.

À genoux devant l'extrême droite

En France, face aux instabilités politiques, le nouveau gouvernement donne des gages au Rassemblement National (RN) et à la droite pour espérer se maintenir. Le nouveau ministre de l'intérieur, Retailleau, est un catholique intégriste ayant le soutien du RN, favorable à un durcissement de la loi immigration. Il voudrait priver de soins les sans-papiers, instaurer une

« préférence nationale » pour l'accès aux prestations sociales, créer des quotas migratoires, durcir les conditions du regroupement familial, restreindre le droit du sol, etc. Avec ce vomit raciste et xénophobe, ces politiciens cherchent à détourner la colère des classes populaires.

Autriche : montée de l'extrême droite

En Autriche, le FPÖ, un parti d'extrême droite réunissant initialement des anciens nazis, est

arrivé en tête lors des élections législatives du 29 septembre. Ses résultats s'ajoutent à la longue liste des victoires électorales de l'extrême droite dans le monde.

La feuille de route du gouvernement est déjà tracée. Comme partout en Europe, la bourgeoisie exige un plan d'économie budgétaire : 12 milliards d'euros sont réclamés par la Cour des comptes. Cela se fera par des augmentations du temps de travail, l'autorisation de la semaine de six jours et le recul de l'âge de la retraite, dans un contexte

d'une augmentation du chômage et les annonces de licenciements.



Affiche du FPÖ : « Que ton 4^e Reich arrive ».

Actualités Mons et La Louvière

SOS bébés et leurs parents !

La création de places d'accueil en crèche fait partie des promesses électorales de tous les partis à l'occasion des élections communales. Une promesse qui revient à chaque élection. Pourtant, le manque de places reste criant, en particulier dans les communes populaires.

A Mons, seules 36 places existent pour 100 enfants en âge d'aller en crèche. A La Louvière, il n'y en a que 25. A Manage et Quaregnon, on en compte à peine 10 ! La Ligue des Familles estime que pour accueillir un enfant sur deux, il faudrait créer immédiatement 10.000 places.

Combien de mamans perdent leur travail, surtout dans les communes populaires, parce qu'elles n'ont pas trouvé de place pour leur nouveau-né ? Ce n'est pas le problème des politiciens, qui pour faire croire qu'ils « s'attaquent au manque de places », veulent donner accès en priorité aux parents qui ont un travail. En faisant cela, ils ne créent aucune place, mais

condamnent des parents -majoritairement des femmes- à rester sans emploi.

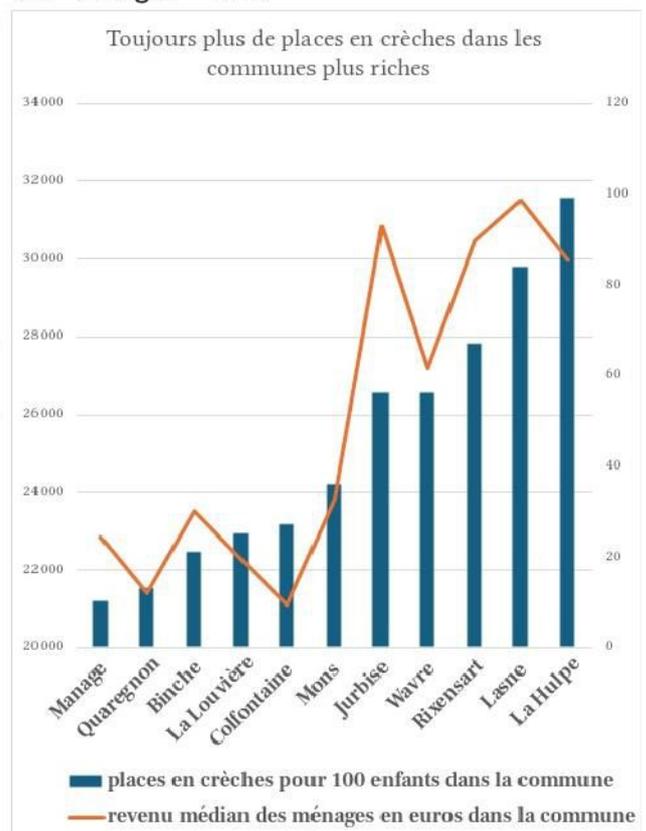
C'est une escroquerie car c'est nous faire croire que les parents qui travaillent ne trouvent pas de place à cause de parents au chômage, qui eux en ont une. En fait, c'est encore une manière de nous diviser. L'intérêt commun des travailleurs et des classes populaires est d'exiger une place pour chaque enfant.

Encore faut-il que le prix soit abordable. De quel salaire faut-il disposer pour payer une crèche dans le privé dont les prix avoisinent de 1.200 à 1.300 euros par mois dans certains beaux quartiers à Bruxelles ? En tout cas pas celui d'une puéricultrice qui gagne 1.400-1.500 net par mois.

A l'image du fonctionnement économique capi-

taliste de la société, les crèches poussent là où c'est rentable. Ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui, il y a déjà 56 places pour 100 enfants dans les communes riches de Jurbise et de Wavre et une place pour chaque enfant à La Hulpe et Ottignies.

De l'argent, il y en a, pour l'armée et les budgets militaires, il en faut pour nos besoins essentiels.



Une insécurité peut en cacher une autre

Les élections communales sont l'occasion de surenchères démagogiques sur la question de la sécurité, à gauche comme à droite. Le PS promet 100 nouvelles caméras dans l'espace public à Bruxelles et veut donner les pouvoirs de la police à des agents de sécurité privé à Charleroi. Les Écolos veulent lancer une « opération ville propre » à Liège contre le narcotraffic. Le MR va toujours plus loin en parlant de chasser les pauvres, qualifiés de « nuisibles », en défendant la « tolérance zéro » et des couvre-feu à Mons. Et le PTB ne déroge pas à la règle en affirmant qu'il faut investir dans la police des douanes et la police fédérale pour contrôler le port d'Anvers et arrêter le trafic de drogue.

Si la sécurité est devenue le thème numéro un des communales, ce n'est pas forcément lié à une véritable augmentation de la criminalité, car le nombre de délits tend à diminuer ces dernières années, d'après les statistiques de la police. Mais si le sentiment d'insécurité augmente, c'est surtout en raison d'une autre insécurité qui est bien moins présente dans le débat des communales : le risque de chômage et la pauvreté.

Car depuis des années, la crise du capitalisme creuse les inégalités, et toujours plus d'individus tombent dans la précarité, ce qui augmente les risques de se retrouver à la rue, d'être touché par des problèmes mentaux graves ou de sombrer dans les addictions. En 2023, un travailleur sur 20 subissait un licenciement, 19% de plus qu'en 2022, et la tendance s'aggrave en 2024. Avec la hausse des prix, ce

sont de plus en plus d'individus et de familles qui doivent choisir entre les repas ou le loyer, avec souvent des conséquences dramatiques. À Bruxelles en 2023, plus d'un locataire sur 100 ont été expulsés de leur logement, la majorité pour des dettes locatives de moins de 2.500€... Ce qui a fait exploser le nombre de sans-abris !

Ce n'est pas la police qui va faire diminuer le nombre de sans-abris et d'alcooliques dans les rues. Seuls les travailleurs peuvent faire reculer cette insécurité-là en se battant pour augmenter les salaires et les allocations, et se répartir le travail entre tous !

La Strada

Un juge au coeur sensible... pour les capitalistes

La Cour d'appel de Mons a condamné la Ville de La Louvière à dédommager le groupe Wilhelm & Co dans l'affaire de la Strada. Un expert judiciaire doit estimer le montant du « préjudice » qui pourrait s'élever à 86 millions d'euros. Soit... la moitié du déficit de la commune, ou 10 ans de salaire de 200 travailleurs communaux (des puéricultrices par exemple), ou encore 580 maisons de 110 m². Pas de quoi faire douter les juges de la cour d'appel apparemment.

Comment la ville s'est jetée dans la gueule du loup ?

Comment en est-on arrivé là ? En 2008, la majorité PS-MR à La Louvière signe un contrat de Partenariat Public Privé avec le groupe Wilhelm & Co pour construire un ensemble de résidences et d'espaces commerciaux à la place de l'ancienne

usine Boch. L'argent public coule à flot : la Ville, la Région Wallonne, les fonds européens financent la destruction du site, l'assainissement des terrains pollués par le plomb et l'arsenic des faïenceries, la remise à neuf du réseau routier... En 2012, tout est fin prêt pour que messieurs les promoteurs immobiliers commencent leur partie des travaux.

Là, patatras, changement de programme ! Les patrons de Wilhelm & Co ont refait leurs calculs. Ils estiment que la concurrence des centres commerciaux des Grands Prés à Mons, de Rive Gauche à Charleroi, risque de leur faire de l'ombre. Ils exigent de modifier le projet et de remplacer les logements prévus par des centres de divertissements, un complexe de cinéma, afin d'attirer les consommateurs. Refus du Collège communal, sous pression des petits commerçants du centre-ville déjà moribond. C'est le début des ennuis.

Les architectes et les ouvriers arrêtent de travailler et laissent place aux avocats des deux parties. Chacun accuse l'autre d'avoir rompu le contrat. Une longue procédure juridique aboutit à un premier jugement du tribunal de première instance qui renvoie la Ville et le promoteur dos à dos.

Mais en appel, les avocats du promoteur obtiennent gain de cause. Ils réclament 86 millions de dommages et intérêts. Ce montant correspond tout simplement aux bénéfices escomptés par le groupe immobilier. La Ville, et les habitants, sont donc condamnés par un juge à payer les profits que les actionnaires de Wilhelm & Co attendaient de leur investissement... alors même que sur les 200 millions

que les promoteurs immobiliers devaient consacrer à la réalisation du projet, seuls 12 millions ont été dépensés (dont beaucoup en frais d'avocats) !

Aujourd'hui, à la place des logements et des espaces commerciaux prévus, il n'y a que des roseaux qui poussent autour de mares. Un bel exemple de Partenariat Public Privé qui consiste à faire dépendre les besoins de la population du profit capitaliste.

Les banques refusent de prêter aux villes

Les grandes villes font face à des problèmes financiers toujours plus importants. En plus de

l'augmentation de la pauvreté, les communes doivent faire face à des dépenses grandissantes (comme les pensions, la police, le CPAS) et à des financements de l'Etat largement insuffisants.

Ces problèmes, aggravés par la gaspillage d'argent public pour les grands travaux publics, augmentent la dette des communes auprès des banques.

Les banques imposent alors des conditions de prêt toujours plus dures. Début octobre, ING, la seule banque encore disposée à prêter aux communes les plus endettées, a refusé d'accorder des prêts aux plus grandes villes wallonnes : Liège, Charleroi, Mons, Ath, Namur, La Louvière et Verviers. Malgré les juteux inté-

rêts, les banques préfèrent spéculer en bourse avec l'épargne de la population. Quand elles acceptent, ce sont à des conditions très dures pour les emprunteurs.

Après les élections communales, les gouvernements et les bourgmestres s'approprient à imposer des cures d'austérité dans les communes en coupant dans les services utiles à la population.



Votez Lutte Ouvrière aux élections communales à La Louvière et à Mons !

Les élections communales sont l'occasion de toutes les sorties démagogiques contre les pauvres, contre les chômeurs, et pour appeler à plus de policiers dans les quartiers populaires. Les promesses pour améliorer la vie des travailleurs sont creuses, les communes, endettées, parfois sous le contrôle d'un inspecteur régional, n'ont aucun moyen de les tenir.

Comme à tous les autres niveaux de pouvoir, ce sont les intérêts des capitalistes qui déterminent les dépenses communales. Et comme les candidats le savent bien, les seules dépenses acceptées seront pour faire des cadeaux aux entreprises ou pour augmenter le budget de la police, au détriment de tout le reste. Une police que les travailleurs retrouveront bien souvent face à eux quand ils voudront relever la tête.

Alors si Lutte Ouvrière présente des candidats aux élections communales, ce n'est certainement pas pour gérer les communes dans l'intérêt de la bourgeoisie. Nos candidates et nos candidats sont des travailleurs, pas des politiciens professionnels. Ils seront les yeux et les oreilles des travailleurs dans le conseil communal et ne soutiendront que ce qui est favorable à la population. Par contre, ils dénonceront les cadeaux offerts aux patrons, les baisses de budgets dans les écoles, les CPAS ou les maisons de repos, les abus de la police, etc, et voteront contre.

Comme dans toutes les élections, nous nous présentons aussi pour défendre les idées communistes révolutionnaires. Les changements qui comptent pour la population ne viennent pas d'en haut, des échevins ou des ministres, mais des

travailleurs eux-mêmes, par leurs mobilisations et leurs luttes. Un conseiller communal Lutte Ouvrière utilisera sa position pour faire entendre les revendications de la population et l'aider à s'organiser.

Alors votez pour le camp des travailleurs aux élections ! Votez pour des candidates et des candidats qui vivent comme vous ! Des candidats utiles, car ils renforceront la seule perspective de changement qui compte vraiment, la lutte pour renverser le capitalisme !

**Suivez nous
sur les réseaux:**

Lutte Ouvrière Belgique.
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be